

Contribution SEPM à la consultation publique ARCEP sur les propositions de modalités de calcul et de mise en œuvre de la péréquation entre les entreprises de presse

1^{er} février 2021

L'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse sollicite l'avis du secteur dans le cadre de la mise en place des règles de la péréquation (répartition des coûts spécifiques et ne pouvant être évités induits par la distribution des quotidiens, prévue en application du 3° de l'article 18 de la loi modernisant la distribution de la presse d'octobre 2019).

Le SEPM qui, avec 80 groupes de presse et presque 500 publications, réunit la très grande majorité des éditeurs de la presse magazine généraliste (de la presse à centre d'intérêt à la presse d'information politique et générale en passant par la presse culturelle, la presse jeunesse ou la presse féminine), souhaite prendre part à cette consultation.

Le SEPM prend acte de la transcription législative du principe de la prise en charge mutualisée par l'ensemble des familles de presse des coûts spécifiques induits par la distribution des quotidiens d'information politique et générale et du nouveau statut d'obligation légale dont la teneur précise est désormais fixée par l'ARCEP.

Le SEPM ne saurait contester une disposition mise en place par la représentation nationale en regard des objectifs de valeur constitutionnelle tenant à la sauvegarde du pluralisme des quotidiens d'information politique et générale.

Toutefois, compte tenu des évolutions récentes, il nous semble que le principe même de la péréquation doit désormais être mis en perspective en s'interrogeant en particulier sur la réalité des bénéficiaires du flux de la distribution des quotidiens, sur l'évolution de leurs modes de diffusion ainsi que sur l'évolution des usages des lecteurs et enfin sur la situation économique actuelle de la presse magazine.

En effet la distribution physique des quotidiens se réduit au bénéfice de la distribution numérique de leurs contenus :

Evolution de la diffusion de la presse quotidienne nationale IPG entre 2012 et 2019

(Source ACPM) :

- Vente au numéro (versions papiers et versions numériques) : - 11%
- Répartition de la vente au numéro par support :

	2012	2019
Nombre d'exemplaires	248 millions	219 millions
<i>Dont Versions papiers</i>	<i>93%</i>	<i>45%</i>
<i>Dont Versions numériques</i>	<i>7%</i>	<i>55%</i>

Il faut noter qu'une version numérique ne correspond qu'au fichier PDF homothétique de la version papier. La diffusion ne prend donc pas en compte l'ensemble de l'offre digitale développée et proposée par les éditeurs des quotidiens nationaux.

Ainsi la péréquation adresse une part de plus en plus réduite de la diffusion au sein de la distribution de cette catégorie de presse qui a su admirablement conduire sa transformation numérique.

Parallèlement la presse magazine, qui connaît une croissance digitale plus progressive est dans une situation économique très fragilisée :

Evolution des chiffres d'affaires de la presse magazine sur 10 ans :

- Chiffre d'affaires vente au numéro : -43% (2009-2019, source : CSMP) ;
- Chiffre d'affaires abonnement : -14% entre 2008 et 2018, stable jusqu'à 2013 puis en baisse de 2,5% par an depuis (source : DGMIC) ;
- Recettes publicitaires : - 52% (2009-2019, source : IREP).

Les différents indicateurs pour 2020 permettent d'estimer un chiffre d'affaires en baisse de 13% en 2020 du fait de l'impact de la crise sanitaire et de la crise de la distribution.

Par ailleurs, le SEPM note que l'ARCEP envisage dans sa consultation sur les règles d'assortiment une présence extrêmement réduite de la presse CPPAP dans les points de vente. Tout en s'opposant catégoriquement à cette perspective, le SEPM souligne le caractère paradoxal de la proposition d'ensemble de l'ARCEP qui consisterait à requérir une contribution forte des magazines pour la distribution de la presse quotidienne alors même que la présence des dits magazines dans les points de vente ne serait plus (ou mal) assurée.

Pour toutes ces raisons, il nous semble qu'un certain nombre de points doivent être questionnés collectivement à l'occasion de la consultation que vous avez bien voulu adresser au secteur :

S'interroger sur une obligation qui pèse exclusivement sur la presse magazine alors que la présence des quotidiens dans les points de vente constitue une vitrine indispensable à la distribution numérique des titres

On l'a vu, la baisse drastique des flux de quotidiens dans les points de vente, associée à la hausse exponentielle de la distribution digitale permet de considérer aujourd'hui la distribution physique avant tout comme une vitrine, au demeurant indispensable, à la maximisation de la distribution numérique.

Les flux de clientèles dans les points de vente motivés par la perspective d'achat d'un quotidien ont mécaniquement été réduits.

Il est donc pertinent aujourd'hui de questionner le principe même de l'exclusivité de l'obligation de mutualisation qui pèse sur la seule presse magazine dans un contexte où les grandes entreprises du numérique (fournisseurs d'accès à internet, moteurs de recherche, plateformes) bénéficient grandement du système mis en place. Il pourrait donc être envisagé de les appeler également à la péréquation.

Le SEPM souhaite donc que l'ARCEP, qui régule également certaines de ces entreprises, mette en place les conditions d'une réflexion sur l'exclusivité du partage des coûts avec la seule presse magazine dans un environnement bouleversé et alors que les usages du lecteur se sont profondément modifiés.

La conduite d'une telle réflexion qui devra prendre appui sur les études et éléments prospectifs et associer les acteurs des secteurs concernés nous semble se situer parfaitement dans le périmètre du rôle de l'ARCEP en tant qu'entité de régulation et force de proposition visant à assurer un juste équilibre entre les acteurs des filières sous son autorité.

Surcoûts évitables (question n°5) : envisager d'intégrer le trajet « direct imprimeur » dans les surcoûts évitables

L'approche proposée par l'ARCEP consistant globalement à exclure des surcoûts d'inefficacité et des surcoûts évitables du calcul de la péréquation nous semble bien évidemment devoir être préservée.

En revanche, la liste des coûts évitables nous semble aujourd'hui devoir évoluer et être complétée.

A ce titre, la prise en compte des trajets directs imprimeurs, prestation intrinsèquement coûteuse et consistant à ne pas recourir aux prestations de groupage pour un titre et à l'acheminer directement de son lieu d'impression vers le niveau 2, relève non d'une obligation mais d'un choix en opportunité de l'éditeur.

Ainsi le SEPM estime que les coûts relatifs aux trajets directs imprimeurs pourraient être considérés comme des coûts évitables non susceptibles de rentrer dans le calcul de la péréquation.

Coûts spécifiques à intégrer au calcul de la péréquation (question n°8) : Envisager un réexamen général de ces coûts.

La méthode de calcul proposée par l'ARCEP consiste à évaluer les coûts spécifiques à la distribution des quotidiens, qui correspondront donc au montant à péréquer.

Les coûts mentionnés sont les suivants :

- Contraintes liées aux ventes le soir même ;
- Contraintes liées aux moyens logistiques additionnels mis en œuvre pour faire face aux retards ;
- Contraintes liées au travail le dimanche et jours fériés ;
- Contraintes liées au travail de nuit ;
- Contraintes relevant du traitement des effectifs liés aux pics d'activité.

L'ARCEP dans sa question n°8, interroge le secteur sur l'opportunité de continuer à prendre en compte ces contraintes dans le calcul de la péréquation.

Les contraintes mentionnées nécessitent la mise en place de moyens dédiés (traitement, transport, personnel...) extrêmement coûteux. Compte tenu de la baisse générale de la diffusion et compte tenu de l'évolution drastique des usages évoqués précédemment, le SEPM estime que pris dans leur ensemble ces coûts risqueraient d'être trop importants au regard du bénéfice qu'en retire le lecteur et l'éditeur et sont donc susceptibles d'être réexaminés.

Un examen raisonné de chacune de ces contraintes, chiffres à l'appui, qui conduirait éventuellement à l'exclusion de certains coûts ou à la réduction du niveau de coût pris en compte donnera lieu à notre sens à des conduites d'adaptation de sorte que les évolutions ne mettront pas en danger le pluralisme de l'offre de presse dans notre pays.

Le SEPM souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur le fait que ce réexamen qui doit être objectivé par des données chiffrées non contestables, doit être conduit avec prudence et discernement, en vérifiant à chaque étape l'adéquation entre les moyens mis en œuvre et l'objectif poursuivi.

Le SEPM souligne enfin le caractère très clivant des discussions auxquelles donnera lieu cet exercice et la nécessité dans ce contexte, de préserver l'unité de la profession.